Sources et méthodes de l'histoire des relations internationales dans l'Europe médiévale

Conférences de l'année 2011-2012

Stéphane Péquignot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/1495>

DOI : 10.4000/ashp.1495

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2013

Pagination : 148-151

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Stéphane Péquignot, « Sources et méthodes de l'histoire des relations internationales dans l'Europe médiévale », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 144 | 2013, mis en ligne le 24 octobre 2014, consulté le 05 novembre 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1495> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.1495>

SOURCES ET MÉTHODES DE L'HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES DANS L'EUROPE MÉDIÉVALE

Maître de conférences : M. Stéphane PÉQUIGNOT

Programme de l'année 2011-2012 : I. *Introduction à l'étude des diplomaties et à l'histoire de la négociation à la fin du Moyen Âge*. — II. *La guerre civile catalane (1462-1472)*.

I. *Introduction à l'étude des diplomaties et à l'histoire de la négociation à la fin du Moyen Âge*

Après une séance d'introduction consacrée à l'analyse de publications récentes éclairant l'histoire des diplomaties au Moyen Âge¹, la première partie de la conférence a envisagé la question des langues employées lors des négociations diplomatiques en Occident. Les différences linguistiques peuvent faire obstacle au déroulement de certaines tractations et rendre nécessaire l'intervention de traducteurs ou d'interprètes. Serge Lusignan a aussi pu montrer combien le choix des langues devient un véritable enjeu dans certaines négociations franco-anglaises durant la guerre de Cent Ans². Pourtant, en dépit du renouveau de l'historiographie et de l'intérêt accru manifesté pour les pratiques linguistiques médiévales, cette dimension importante des échanges demeure généralement reléguée au second plan dans l'étude des relations entre puissances chrétiennes. Des études de cas détaillées sont par conséquent souhaitables en ce domaine.

La ville de Barcelone au xv^e siècle a paru dans cette perspective offrir un bon observatoire des enjeux et des modalités linguistiques des correspondances et des échanges de messagers avec l'étranger. *Universitas* possédant une personnalité

1. Notamment C. Jörg, M. Jucker (éd.), *Spezialisierung und Professionalisierung. Träger und Foren städtischer Außenpolitik während des späten Mittelalters und der frühen Neuzeit*, Reichert (Trierer Beiträge zu den historischen Kulturwissenschaften, 1), Wiesbaden, 2010; E. Pibiri, *En voyage pour Monseigneur. Ambassadeurs, officiers et messagers à la cour de Savoie (XIV^e-XV^e siècles)*, Lausanne, 2011 (Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse Romande, IV, 11); E. Pibiri et G. Poisson (éd.), *Le diplomate en question (XI^e-XVIII^e)*, Lausanne, université de Lausanne, 2010; *Le relazioni internazionali nell'alto medioevo. Spoleto, 8-12 aprile 2010 (Settimane di Studio della Fondazione Centro Italiano di Studi sull'Alto Medioevo, 58)*, Spolète, 2011; *Les relations diplomatiques au Moyen Âge. Formes et enjeux. XLI^e Congrès de la SHMESP (Lyon, 3-6 juin 2010)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011 (Histoire ancienne et médiévale, 108); le dossier « Diplomacia y embajadores en la Edad Media » de la revue *Anuario de Estudios medievales*, vol. 40, 2 (2010), p. 537-844.
2. S. Lusignan, « Parler français : les enjeux linguistiques des négociations entre Français et Anglais à la fin du Moyen Âge », dans P. von Moos (éd.), *Zwischen Babel und Pfingsten. Sprachdifferenzen und Gesprächsverständigung in der Vormoderne (8. – 16. Jahrhundert). Akten der 3. deutsch-französischen Tagung des Arbeitskreises « Gesellschaft und individuelle Kommunikation in der Vormoderne » (GIK) in Verbindung mit dem Historischen Seminar der Universität Luzern, Höhnseid (Kassel) 16.11. – 19.11.2006*, Zurich - Berlin, Lit, 2008, p. 409-430. L'ensemble de ce volume a également fait l'objet d'un commentaire détaillé en séminaire.

juridique et disposant en outre du privilège d'envoyer des « ambassadeurs » (*embai-xadors*) à son propre roi, la cité entretient en effet des rapports fréquents avec de nombreuses autorités situées hors de la couronne d'Aragon. La documentation abondante des archives municipales (*Arxiu Històric de la Ciutat de Barcelona*) en atteste. Au terme d'une présentation détaillée des fonds et de leur histoire, le choix a été fait de concentrer le propos sur les délibérations du conseil de la ville dont les comptes rendus figurent dans les *registres de deliberacions*, sur de rares instructions aux ambassadeurs, ainsi que sur les correspondances urbaines. De nombreux originaux des lettres reçues de l'étranger sont conservés dans la section des *lletres reials originals*, tandis que les lettres expédiées sont préservées sous forme de copies dans les *Llibres del Consell* puis, de façon plus systématique, à partir de 1435, dans les registres de *lletres closes*. Ce corpus de travail a été complété par les « brouillons » (*esborrany*s) des lettres composées au nom de la ville, parmi lesquels apparaissent de nombreuses minutes, ainsi que par les états préparatoires des registres de délibérations, qui abritent la transcription de certaines prises de parole effectuées lors des assemblées et non retenues dans les versions mises au net. En raison du volume important de la documentation (plusieurs dizaines de registres, des centaines de lettres originales), l'analyse a été menée de 1400 jusqu'en 1472 seulement, à la fin de la « guerre civile catalane » (sur le conflit, voir *infra*, II).

Une fois ces délimitations successives effectuées, les différentes facettes linguistiques des échanges épistolaires de la ville avec ses correspondants étrangers ont retenu l'attention pendant plusieurs séances. La papauté, la Provence angevine, l'Italie, la France et la péninsule Ibérique sont les principaux destinataires des quelque 617 lettres retrouvées. Celles-ci sont composées soit en latin, encore majoritaire, soit en catalan. Les scribes écrivent à certains destinataires exclusivement dans l'une ou l'autre de ces langues. L'alternance est en revanche fréquente avec la France ou la Provence, et l'on a pu observer un accroissement notable de l'usage du catalan, mais sans mouvement linéaire irréversible. Moins fournie, la correspondance passive présente une physiologie linguistique plus variée. Le latin demeure essentiel pour les lettres en provenance d'Italie, de la papauté, mais, de manière générale, il est minoritaire par rapport à des vernaculaires romans (catalan, occitan, portugais, castillan, français) dont l'usage se développe. Il faut enfin relever l'existence de nombreuses correspondances en plusieurs langues, soit que la ville de Barcelone et le correspondant concerné n'écrivent pas dans le même idiome, soit que les langues employées varient au cours des échanges.

Le travail linguistique effectué pour la mise en relation avec les puissances étrangères a ensuite été envisagé grâce à l'examen de sept traductions de lettres. Pouvant parfois être corrélées avec les originaux, les versions catalanes de lettres rédigées en français au nom de Charles VII et de Marie d'Anjou, en portugais (roi Duarte, infant Pedro) ou, plus rarement, en latin (Gênes) présentent plusieurs caractéristiques communes. Il s'agit de documents généralement dépourvus de signes d'authentification et de date, qui concernent des affaires d'une importance extrême pour lesquelles une compréhension précise s'avère impérative. Ces traductions s'apparentent à des instruments de travail dont l'auteur demeure toujours anonyme, et qui ont pour fonction principale de faciliter les discussions dans les assemblées et au sein des commissions *ad hoc* chargées de réfléchir aux relations avec les puissances concernées.

L'étude diachronique des correspondances constitue une autre méthode susceptible de préciser les modalités et les raisons des variations linguistiques. Dans cette perspective, deux relations épistolaires particulièrement nourries ont fait l'objet de plusieurs séances. La première correspondance couvre la période 1431-1452. Tanguy du Châtel, sénéchal de Beaucaire, de Provence, puis grand-sénéchal de René d'Anjou, adresse alors – au moins – six lettres en français à Barcelone, qui lui envoie pour sa part 21 lettres composées en latin et, surtout, en catalan. Entre 1466 et 1472, plus dense encore est la relation épistolaire entretenue par la ville avec Giovanni Cossa, lieutenant général du sénéchal de Provence, ensuite lui-même sénéchal, puisque sont conservées 52 lettres rédigées en catalan, en latin et en italien.

L'analyse de ces dossiers complémentaires a fait apparaître des correspondants qui, pour le choix de la langue de rédaction, se montrent attentifs aux compétences linguistiques, à l'origine géographique et au statut social des destinataires. Au-delà de cette exigence de compréhension somme toute peu surprenante, les modalités linguistiques des échanges écrits connaissent des variations à divers niveaux. La place des vulgaires s'accroît, leur usage est parfois, depuis Barcelone notamment, explicitement revendiqué. Les langues de l'échange connaissent également des oscillations de plus faible amplitude liées au souci des correspondants de connoter leur prose. En dépit de la solennité alors généralement associée à l'emploi du latin, la valeur affectée aux langues n'est cependant pas toujours identique, mais plutôt susceptible de revêtir des sens particuliers selon les correspondants et les dynamiques inhérentes à chaque relation épistolaire. Aussi les Barcelonais impriment-ils parfois à leur usage du catalan un sens de marqueur identitaire, mais sans association systématique, tandis que des étrangers peuvent recourir à cette même langue pour rappeler et renforcer des liens émotionnels et politiques avec leurs correspondants barcelonais.

Le travail de négociation et de mise en relation avec les puissances étrangères comporte également une dimension orale dont l'importance ne saurait être négligée. Le conseil de la ville reçoit avec solennité les ambassadeurs qui lui sont adressés et les invite à prendre la parole, tandis que les représentants urbains doivent eux-mêmes proférer des harangues et effectuer des entretiens de diverses natures avec les autorités étrangères. Les langues employées dans les interactions orales demeurent toutefois rarement spécifiées, et la réunion de documents explicites est moins aisée que pour les échanges épistolaires. Devant ces difficultés, il a été jugé préférable de privilégier une période plus restreinte, la « guerre civile catalane » (1462-1472), et d'élargir le spectre documentaire à la documentation produite par le conseil représentant le Principat de Catalogne, avec lequel le conseil de la ville travaille alors en étroite collaboration. Issues des registres *Turbationum* produits par le conseil du Principat au temps des troubles, des diaires (*dietaris*) de la ville et de la *Generalitat*, ainsi que des rapports et des journaux d'une grande ambassade dépêchée par les deux institutions en France en 1463-1464, les pièces les plus « parlantes » de ce corpus ont donné lieu à des commentaires détaillés.

Une certaine souplesse des usages linguistiques prévaut dans les échanges de vive voix, notamment pour les relations avec les Français, les mieux documentées. Les ambassadeurs mandatés par Louis XI s'expriment en français, en catalan ou en latin, et l'on s'efforce de leur répondre dans la langue dont ils font usage. Les difficultés de

compréhension linguistique sont surmontées par le recours à des interprètes au statut social élevé, grâce à la traduction de pièces écrites importantes, ou bien encore sont contournées par l'envoi d'ambassadeurs eux-mêmes compétents dans la langue du destinataire. En France, les ambassadeurs des conseils de la ville et du Principat s'entretiennent eux aussi en plusieurs langues avec leurs interlocuteurs – qu'il s'agisse de Louis XI ou du prince et poète Charles d'Orléans. La palette des nuances linguistiques est toutefois plus large encore, puisque le français, le catalan et le latin alternent d'un entretien, d'un locuteur, voire d'une partie de conversation ou de discours à l'autre. Moyens de communication, obstacles ou modes d'expérimentation de l'altérité dans certains échanges, les langues constituent donc de manière générale un élément déterminant dans la dynamique d'une partie des négociations et des relations de Barcelone avec les puissances étrangères.

II. La guerre civile catalane (1462-1472)

Plus brève, la deuxième partie du séminaire a été consacrée à la « guerre civile catalane », un conflit qui opposa de 1462 à 1472 les autorités catalanes (conseil de Barcelone, *Generalitat*, conseil représentant le Principat) au roi Jean II d'Aragon, leur seigneur proclamé à partir de mai 1462 « ennemi de la chose publique ». Dans cette première approche d'un dossier dont l'examen sera poursuivi l'année prochaine, il s'est agi essentiellement d'étudier les négociations menées par les Catalans hostiles à Jean II en vue de proposer la seigneurie sur leur territoire à des princes étrangers, le roi Henri IV de Castille, le connétable Pedro du Portugal, puis, enfin, René d'Anjou. Manifestant avec fracas la radicalité de l'opposition à Jean II, censés apporter aux Catalans des chefs, des soldats, des vivres et une légitimité accrue, les choix successifs de nouveaux seigneurs ont constitué de véritables points de cristallisation dans l'interprétation du conflit. Il a donc dans un premier temps été nécessaire de remettre en perspective critique une historiographie souvent polémique, depuis l'Aragonais Jerónimo Zurita favorable à Jean II au xvi^e siècle jusqu'aux prises de position des historiens des xix^e-xx^e siècles, elles-mêmes souvent non dénuées de caractère idéologique.

Dans un second temps, en se fondant sur les chroniques contemporaines, sur les délibérations et les correspondances des conseils, les dernières séances du séminaire ont été mises à profit pour étudier les modalités des négociations et le travail politique auquel elles donnent lieu dans les institutions catalanes. Les choix de nouveaux seigneurs sont apparus comme des processus complexes, irréductibles à de simples coups d'éclat. Dans des circonstances perçues comme exceptionnelles où la terre est « veuve de seigneur », les conseils du principat et de la ville jouent le rôle de garants de la continuité des droits et des lois, et ils élargissent leur domaine de compétence à l'élection d'un successeur au roi qu'ils ont eux-mêmes destitué. Les « réflexions » (*pensaments*) et les délibérations sur l'avenir de la Catalogne visent et parviennent alors de fait à obtenir une seigneurie pactée. Présentée comme un don gratuit conféré par la volonté divine, la remise de la seigneurie à un nouveau prince forme dans ce contexte à la fois l'aboutissement d'un processus de négociation par la voie de supplique et l'acte inaugural d'une relation contractuelle entre le seigneur et ses sujets.